



Décision individuelle n°2026-0005 du 16/01/26
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de
l'urbanisme

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II.9°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 8 relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumis à autorisation préalable,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande de la société ENEDIS, représentée par Monsieur Mathys CASTERES, reçue complète en date du 14 mars 2025 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis réputé favorable du conseil scientifique de l'établissement public suite à sa saisine du 6 août 2025,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 4 de la charte du Parc national des Cévennes : *Vivre et habiter*,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

DECIDE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

ENEDIS Nord Midi-Pyrénées, [REDACTED] **représentée par Monsieur Mathys CASTERES**

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux :* **installation d'une armoire de coupure AC3T et pose d'appuis renforcés**
- *localisation des travaux :* **Lozère/ commune de Pont de Montvert-Sud Mont Lozère / ligne entre Rieumal et Le Mazel, localisation en cœur du Parc national**

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 - prescriptions générales :

- toute pollution mécanique ou chimique du cours d'eau est proscrite ;
- les installations et dépôts doivent présenter pendant toute la durée des travaux l'aspect d'un chantier bien ordonné ;
- si des travaux d'élagage sont nécessaires, ces opérations doivent être réalisées avec des outils coupants (épareuse proscrite).

2-2 - concernant l'armoire de coupure :

- l'armoire de coupure AC3T est peinte en mat, de couleur "RAL 6003 Vert olive". Les bétons alentours sont réduits au minimum en emprise. Il ne doit pas y avoir de trottoir de propreté ;
- le muret, nécessaire pour soutenir le talus à l'arrière de l'ouvrage, est réalisé en pierres de granite. La technique de la "pierre sèche" est à privilégier, mais la technique "aspect pierre sèche" peut néanmoins être mise en œuvre, auquel cas le mortier de hourdage doit rester invisible ;
- l'appareil est semblable à celui des anciens ouvrages alentours. La mise en œuvre doit être soignée.

2-3 - concernant les appuis renforcés :

- deux appuis métalliques de reprise des efforts aux changements d'angle de la ligne peuvent être mis en œuvre. Ils sont peints en mat, d'une teinte "RAL 7010 Gris tente" ;
- les deux appuis aéro-souterrains sont également en métal, peints en mat, d'une teinte "RAL 7010 Gris tente".

2-4 - concernant le remplacement des appuis :

- une solution sans création de piste d'accès est à privilégier ;
- si l'utilisation d'un hélicoptère est nécessaire, une demande d'autorisation de survol doit être déposée auprès de l'EP PNC (la période entre la fin d'été et le début de l'hiver est à privilégier).

2-5 - concernant le démantèlement de l'ancienne ligne aérienne :

Les vieux supports, les câbles et les éventuels socles en béton sont évacués en centre de recyclage agréé. Si l'utilisation d'un hélicoptère est nécessaire, une demande d'autorisation de survol doit être déposée auprès de l'EP PNC (la période entre la fin d'été et le début de l'hiver est à privilégier).

2-6 - le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire.

2-7 - le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle de démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance à Jean-Christian GARLENC, que vous pouvez contacter :

- par téléphone : 06 99 76 17 47
- par courriel : jean-christian.garlenc@cevennes-parcnational.fr
- par courrier postal

2-8 - en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.

L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.



Parc national des Cévennes
6 bis place du Palais • 48400 Florac-Trois-Rivières
Tel. : 33 (0)4 66 49 53 00
www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr

Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 26/01/26

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Cévennes,


Vincent CLIGNIEZ

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - Commune de PONT-DE-MONTVERT-SUD-MONT-LOZÈRE
EP PNC / massif Mont-Lozère
 - EP PNC / SDD (dossier n°2025-3105)



Parc national des Cévennes
6 bis place du Palais • 48400 Florac-Trois-Rivières
Tél. : 33 (0)4 66 49 53 00
www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr